

Pour quoi faut-il se mobiliser ?

Pour quoi faut-il se mobiliser face aux souffrances des huit cent millions de personnes qui souffrent de la faim ? 800 millions aujourd'hui tout autant qu'au moment du rapport de Willy Brandt il y a 20 ans ?

Pour quoi faut-il se mobiliser ?

Pour la croissance ? Pour le développement durable ? Pour la dé-croissance ?

Au sortir du colloque de lancement de PEKEA à Santiago, décidant de nous lancer dans une pensée en rupture par rapport à la pensée dominante, il a semblé important d'essayer de re-nommer les objets d'analyse y compris ceux de la littérature des sciences humaines sociales qui avaient le même nom dans différentes disciplines, car leur sens pouvaient cependant largement différer.

Cela était particulièrement important pour des mots étant à l'évidence polysémiques et en cours de modification, tel était le cas du terme « développement » avec sa version devenue à la mode de développement durable. On lui a préféré une expression explicite de l'intérêt que nous trouvions dans certaines idées qu'il porte avec lui, mais qui sont malencontreusement mêlées à beaucoup d'autres choses. Il est impossible de vouloir se battre pour employer ce mot tout en lui donnant une définition précise et particulière, se référant à d'autres concepts et alors que la large utilisation de ce terme se fait avec mille et une définitions, pratiques et références théoriques que nous ne soutenons pas.

Quels sont les éléments que l'on peut trouver derrière cette idée de développement durable et qui nous paraisse à mettre en avant ? Il s'agit de la question de savoir comment aider tout groupe d'humains formant société à mettre en œuvre leur projet de vivre mieux ensemble, comment le faire pour l'ensemble des groupes d'humains présents aujourd'hui sur la planète et soucieux des générations futures ?.

Même si une proportion, peut être importante, des utilisateurs du mot « développement durable » se retrouvent dans notre démarche, celle-ci s'inscrit dans une perspective de paradigme nouveau alors que la dénomination de développement durable est enracinée dans les pensées et les pratiques dominantes qui la marquent, la rendent en fait peu explicite en permettant des confusions et l'exposent aux critiques portées à cette pensée et à ces pratiques.

On présente ci-après tout ce qui constitue de bonnes raisons d'éviter les vocables de développement et plus particulièrement de développement durable.

A - développement ou croissance ?

Le développement est un terme employé à toutes les sauces. C'est une idée, une idéologie restées sans contenu précis, tantôt un pseudo-concept sans théorie établie, tantôt un ersatz de théorie sans paradigme constitué, mais produite par des hétérodoxes critiques convaincus qui n'ont pas su ou pas vraiment tenté de construire une alternative crédible à la pensée dominante.

La croissance concerne clairement la production de marchandises : la croissance de tel pays, c'est la croissance de son produit intérieur brut, la croissance de telle firme, c'est la croissance de sa production, de ses ventes. Productions mesurées aux prix du marché. Ce terme de croissance a un contenu objectif, observable avec des outils statistiques disponibles, c'est du concret.

a) On emploie l'**idée de développement** à l'échelle d'un espace local, un espace avec des structures, un gouvernement local, mais aussi à l'échelle nationale (la France était bien connue de par le monde pour la planification à la française et ses plans de « développement économique et social ») et plus généralement à l'échelle planétaire, on a glosé à l'infini sur le développement du Tiers Monde

(- en fait, le développement du Tiers-Monde ne serait que le « développement du sous-développement » selon Gunder Frank qui utilisait là en 1969, le sens commun du terme développement, en dehors de toute référence théorique : l'essor de quelque chose, la propagation avec approfondissement et extension ; on observerait donc, d'après lui, un « développement » du « sous-développement » ; ce dernier terme de sous-développement étant pris en quelque sorte comme synonyme de « backwardness », appellation caractérisant les pays non industriels et qui a été abandonnée après le point IV de la déclaration Truman en 1949 : les pays « attardés » devinrent dès lors des pays sous-développés ; le monde des nations a décidé de promouvoir officiellement leur développement depuis la première « décennie du développement » lancée par l'ONU en 1961 ; mais c'est le développement du sous-développement, c'est l'essor des inégalités internationales en terme de consommations des produits du marché plus encore que de leur production).

Le sens de ce terme « développement » a été et est discuté à l'infini. Très fréquemment défendu par des hétérodoxes ou des « alter-mondialistes » ses nombreux adeptes tiennent en particulier à souligner qu'il faut **le distinguer de la croissance**, car cela leur permet, à moindre frais, de s'offrir une petite hétérodoxie (et de manière tout à fait paradoxale), vis-à-vis du discours économique dominant.

La référence la plus usitée est, en France, celle à François Perroux.

Selon lui, le développement est constitué de « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global ¹ » ; il y a bien distinction entre croissance

¹ François Perroux, 1961, L'économie du XXème Siècle, cité d'après l'édition de 1991 par les PUG, Grenoble, p.368.

et développement, celle-ci, à l'évidence, a comme fonction d'expliquer pourquoi les pays « en retard » que Perroux qualifiera de « jeunes nations », ne sont pas (encore ?) en croissance : leur population n'a toujours pas conduit les « changements mentaux et sociaux » nécessaires.

Comme par ailleurs les prosélytes du développement parlent (parfois avec gêne aujourd'hui plus qu'hier) de pays « développés », il est difficile de comprendre qu'un effort ou une stratégie de développement ne soit pas guidée par l'objectif de se rapprocher de ce que sont ces pays (n'ont-ils pas déjà accompli les changements mentaux et sociaux nécessaires ?). La solidarité internationale, l'aide aux pays sous-développés a eu (a encore ?) pour objectif clairement affiché de rapprocher un peu ces populations de la manière de vivre des pays « riches », des pays « développés ».

Mais, s'ils sont, déjà, développés, si la France l'est, pourquoi aurait-elle encore besoin d'un plan de développement ?

A vrai dire presque tous les gouvernements locaux et nationaux se chargent aujourd'hui du développement économique, social, et un nombre toujours plus élevé d'entre eux ajoutent en outre le développement « durable ».

L'élément social, comme celui de durable met en relief le souci respectable et indispensable des gouvernants de montrer qu'ils cherchent à agir pour le bien être de leurs concitoyens et cela les pousse à tenter de concilier les inconciliables.

La croissance n'a pas fait disparaître les inégalités et même les aggrave un peu partout, elle est en outre de moins en moins riche en création d'emplois : le souci de développement social, justifie de prendre des mesures correctrices. De même la croissance bute sur des limites et provoque des nuisances voire mine les possibilités futures de sa poursuite ; on cherche là aussi à corriger.

Mais tout ceci se fait sans remettre en cause les moteurs qui font bouger les sociétés. Si une société se disant à la poursuite du développement se distinguait par quelque trait particulier, cherchant à suivre un chemin différent de celui des autres, on le verrait, cela serait signalé. Mais rien ou presque. Le monde d'aujourd'hui ne nous convient pas : nous voulons un autre monde. Pour le construire il faut aussi une autre manière de le concevoir, car les outils principaux que nous avons hérités du passé ont manifestement été inefficaces. En particulier ce pseudo concept de développement.

Bref, l'emploi du mot « développement » on le voit, n'est **qu'un habillage terminologique sans contenu précis**, sans signification concrète réelle. Sa fonction est uniquement symbolique : son emploi donne une impression « positive ».

Gunnar Myrdal, que la littérature anglo-saxonne préfère à François Perroux, est un autre grand responsable de cet habillage d'autant plus imprécis qu'il est censé recouvrir tout : « par développement je veux dire le mouvement ascendant du système social tout entier [qui comprend] à côté de ce qu'on appelle les facteurs économiques, tous les facteurs non économiques² » écrit-il après des années de réflexion et une œuvre immense.

En dépit de quelques rares tentatives statistiques de mesurer autre chose, comme le fait l'UNDP-PNUD, avec son indice de développement humain, le développement reste une pure idée. Cette démarche empirique, au service d'une hétérodoxie, est orpheline d'une théorie de la valeur qui soit autre que celle du marché. Elle est bien sûr à construire cette théorie qui nous précise ce qu'on peut attendre de la définition de la valeur sociétale (Bloc 1 PEKEA).

La substitution du mot « développement » gomme pour certains de ceux qui préfèrent son usage le lien trop fort avec la recherche d'une accumulations matérialiste que laissent apparaître les termes de « richesse des nations » employé par Adam Smith ou celui qui l'a remplacé depuis la deuxième guerre mondiale : la « déesse » vénérée, la croissance du PIB.

L'emploi du terme de **développement apporte l'espoir d'un épanouissement harmonieux**... Perroux parle d'un développement qui couvre les coûts de l'homme³ (ce que ne ferait pas la croissance aux prix du marché). On parle aussi de développement humain. Et aujourd'hui de développement humain durable.

Perroux est de ceux qui ont ouvert une piste pour quitter l'économisme, il a même énoncé la nécessité de changer de paradigme mais il en est resté, avec ses disciples, tel Henri Bartoli, à une hétérodoxie économiste. Elle est certes élaborée, complexe, mais comme hétérodoxie elle contraint à la sauvegarde de l'économie en tant que discipline scientifique distincte des autres (et qui reste prétentieuse).

C'est la situation de beaucoup de ceux qui discutent sur le « développement » et qui emploient des termes qui ne sont pas vraiment des concepts car rattachés simplement à une démarche critique, hétérodoxe, par rapport à une théorie pour essayer de dire des choses impensables dans cette théorie et donc une démarche qui perd toute possibilité de se voir reconnaître une quelconque prétention scientifique.

Il faut alors, pour ceux qui tiennent ces discours, accepter par exemple de devoir donner des définitions en fait non scientifiques de l'économie, qu'ils veulent garder comme « leur » discipline ». Leur contorsion intellectuelle se traduit, pour éviter la tautologie immédiate, en la nécessité de produire une définition à rallonge de l'économie, de leur discipline, définition qui par suite ne peut être ni claire ni précise et occupe en général plusieurs lignes⁴. Mais ainsi ils s'évitent de sauter

² Gunnar Myrdal, 1974, « What is development ? », *Journal of Economic Issues*, Dec, pp. 729-736. Myrdal a obtenu le prix « nobel d'économie » cette année 1974, conjointement avec Hayek. Il est clair que ce que j'indique plus bas pour Perroux, qui invite à dépasser l'économisme sans s'y lancer à fond, s'applique aussi à Myrdal.

³ François Perroux, 1981, Pour une philosophie du nouveau développement, Aubier-Unesco, Paris.

⁴ Henri Bartoli, 1996, L'économie service de la vie, PUG, Grenoble, p. 154, lui aussi après des années de réflexion propose la définition suivante de l'économie : « La recherche pleine de la couverture des besoins du statut humain de la vie tels qu'ils s'expriment et croissent

le pas du nécessaire changement de paradigme : la science de l'homme en société est une et indivisible, elle n'est pas « économie », elle est **la science sociale**.

Et la question mal posée, mal problématisée par les parleurs de développement est pourtant la question centrale : **quel futur commun les hommes en société entendent-ils se construire ?** Quels sont entre autres changements ceux mentaux et sociaux qui leur conviennent pour améliorer le bien vivre ensemble, pour manger et bien sûr aussi faire la fête ! Créer du matériel, mais aussi du culturel !

On ne peut trouver d'alternative qu'en dépassant l'économisme : quelle société – et pas de manière étriquée quelle économie-voulons nous ? Et d'abord en finir avec la confusion généralisée ou la colonisation réussie des esprits par les discours dominants, c'est dire la qualité de la propagande, qui fait de tout pays, une économie.

Il y a certes des milliers d'ouvrages qui s'intitulent « théorie(s) du développement », en général avec une « extension » qualifiante : théorie(s) du développement *économique* (c'est-à-dire comment mettre en route de la croissance dans les pays non industrialisés et la solution est toujours comment démarrer accumulation du capital et croissance industrielle). Pourtant ce concept n'existe pas comme concept dans une théorie constituée. C'est une vague intuition, un supplément d'âme que les scientifiques sérieux de la science économique standard ont disqualifié (ce n'est que de l'interventionnisme économique : les stratégies de développement c'est un autre nom en d'autres lieux pour les infâmes politiques industrielles des pays industrialisés...).

La littérature sur le développement du Tiers Monde ainsi que celle sur les politiques et stratégies de développement du Tiers Monde ont été nourries essentiellement par une recherche de comment augmenter la richesse des pays pauvres : comment enclencher un processus de croissance qui deviendrait auto-entretenu (du type dans la littérature en français sur la question du schéma des industries *industrialisantes* de Gérard De Bernis). La démarché est restée pendant très longtemps presque exclusivement macroéconomique et étroitement protectionniste.

b) **La seule réalité poursuivie c'est la croissance**, mais elle-même échappe totalement au discours théorique de la science économique standard. La fiction dont la science économique fait la théorie ne comporte pas la croissance telle qu'elle que celle-ci se construit dans la réalité concrète. Cependant le discours idéologique des élites politiques se l'approprie et des aménagements à la marge, pas nettement hétérodoxes, de la science économique se sont efforcés de l'intégrer sous des formes modélisatrices, statistiques et économétriques.

La science économique standard (pas plus que l'hétérodoxie keynésienne) ne peut penser cette chose qui se passe pour l'essentiel hors marché, hors du monde des choses qui circulent en certaines quantités avec un prix. De Denison (1962) à Malinvaud (1970 en France), les théories à la Solow (1957) butent sur l'incompréhension : les faits bousculent la théorie, la croissance observée ne peut être expliquée par la théorie. La pirouette de la théorie de la croissance endogène produit une nouvelle fiction qui sert de ravaudage théorique mais qui n'a aucun contenu concret.

La croissance bien réelle de la production matérielle, concrète, s'est toujours faite par du « qualitatif » et d'abord par de la connaissance, collective, transmissible, depuis l'origine de l'humanité « depuis le silex taillé » etc...L'accumulation essentielle pour la croissance matérielle depuis les origines de l'humanité et son expansion aux dépens de la nature est celle (plus encore que du capital) des connaissances, des savoirs et de leur transmission de générations en générations et de groupes en groupes. Cela peut s'appeler progrès technique.

Ce « progrès technique » modifie en permanence un « état donné de la technologie » et l'un et l'autre échappent à la théorie économique standard. Le résidu inexpliqué par la théorie représente les trois quarts de l'observation.

La croissance (sa compréhension et son fonctionnement) échappe en effet totalement au modèle (réductionniste) de la circulation (allocation) des choses (ce qui ne veut pas dire qu'elle ne fasse pas circuler des choses, certaines mêmes qualifiées de gratuites !) : elle se fait en amont et en aval de cette circulation, en particulier sur de l'immatériel sans prix et à l'encontre de l'idée d'équilibre.

Mais cela ne se fait certes pas partout, tout seul. Si on n'attaque pas de front la question et si on en reste à l'observation biaisée du passé, il suffirait d'attendre ; sous réserve que naissent les bonnes institutions ajoute-t-on récemment (à la suite de l'impact de North - North et Thomas, 1973), les pays vont franchir les étapes de la croissance de Rostow (1960).

Une petite partie seulement de la littérature et des discours sur le développement du Tiers Monde s'est appropriée - récemment et partiellement- ces analyses hétérodoxes sur la croissance économique centrées sur ce qu'on peut appeler l'économie de l'industrie et de la technologie.

Elle prend en compte des réalités concrètes et en particulier les asymétries et plus largement les rapports de force.

La croissance s'est forgée par la force des pouvoirs, dans la rivalité des acteurs concrets, contre les prix du marché, sur de la qualité plus que sur de la quantité et sur des ruptures plus que sur des flexibilités et des continuités.

Ce n'est pas la loi des marchés qui fait la croissance, et les innovations, ce sont les plus forts, ceux qui « gagnent », firmes, régions, nations ! Ce sont les acteurs dominants, les pays dominants et les firmes dominantes, les pôles de croissance, pour

dans la communauté historique au gré de la civilisation et de la culture, pour tous, et, prioritairement, pour les plus pauvres, aux moindres coûts humains, écologiques, et instrumentaux en englobant dans cette dernière catégorie les coûts matériels et les coûts financiers ».

emprunter à nouveau des termes forgés par François Perroux. Ce sont ceux qui en profitent et peuvent utiliser leur portable, internet, le TGV, le dentiste avec anesthésie, les antidépresseurs, l'avion etc...

Le monde n'est pas constitué de pays développés et de pays sous développés mais de pays dominants et de pays dominés, de firmes dominantes, de centres et de périphéries, et le pouvoir des uns signifie la dépendance des autres, ce que le libéralisme accru des marchés et les dérégulations privatisations ou même les dites politiques de la concurrence ne sauraient mettre à mal.

En quelque sorte, la pensée vulgaire a épousé le terme de développement pour y mettre ce qui est nécessaire afin de prendre des mesures favorables à la croissance – c'est-à-dire des mesures qui font entrer dans le jeu des pouvoirs qui s'affrontent- et que le discours économique ne peut préconiser au regard de sa théorie. Le discours sur le développement est devenu une forme d'hétérodoxie permettant de penser pour la croissance quelques actions impensables dans l'orthodoxie : des changements qualitatifs qui deviendront les apprentissages technologiques, des stratégies de protection qui seront parfois politiques industrielles stratégiques et pôles de compétitivité, etc.

Tout cela s'est élaboré dans la littérature et dans l'opinion avec une forte croyance et une revendication même de spécificité « du développement » par rapport à une théorie économique dominante dont la scientificité et la légitimité sont ainsi sauvegardées : la théorie dominante continue de s'appliquer (d'être « vraie ») « en général », et donc pour les pays riches et bien sûr aussi pour ceux qui le deviendront, peut-être, plus tard.

Cette prétention de réserver l'idée de développement au « Tiers Monde » est évidemment battue en brèche par la pratique courante déjà rappelée de tous les gouvernements locaux et nationaux. Ils prennent officiellement en charge le « développement » économique et social, durable, de leurs concitoyens avec la même volonté – pour la plupart d'entre eux au moins- de prendre des mesures de même nature. Ces mesures les font entrer dans le jeu des pouvoirs qui s'affrontent pour attirer les technologies, les implantations de firmes étrangères, favoriser l'insertion des jeunes, subventionner les créations d'emploi etc.

Là une partie de la littérature et du discours sur le développement du Tiers Monde a rejoint l'économie géographique ou l'économie des territoires (notons au passage l'emploi de ces dénominations bien neutres pour éviter d'explicitier les jeux de pouvoir et de compétition entre des acteurs) qui font les beaux jours du terme « développement local ».

Non reconnaissable par la théorie standard, affichée en demi-teinte par les prosélytes d'un développement dont ils veulent la distinguer, la croissance est cependant portée par les forces qui sont au cœur de la vie des sociétés depuis l'aube de l'humanité.

La dynamique industrielle, et ses manifestations diverses au cours de l'histoire, du silex à l'agriculture, des grottes aux villages, des cités aux empires, des machines les plus simples aux complexes sidérurgiques et aux stations spatiales les plus high tech et sophistiquées, répondent au même rêve prométhéen de puissance sans limites. L'une de ses facettes est celle dénommée par Marx, ou encore List, comme le « développement » des forces productives, caractéristique soulignée également par Schumpeter comme étant cardinale du « capitalisme » : l'ouragan de destruction créatrice.

Cette dynamique s'inscrit dans l'aspiration la plus générale à la création que permet l'accroissement de la puissance de vivre et d'agir dans laquelle Spinoza voyait l'unique source de toute joie possible⁵.

Dans un discours qui veut mettre l'homme et la société au centre des préoccupations, on ne peut donc éliminer, on ne peut que reconnaître cette aspiration à l'accroissement de la puissance de vivre et d'agir. Perroux a discoursé sur les jeunes nations et les voyait en quelque sorte comme des groupes qui avaient encore à inventer, à former ce qu'ils pouvaient avoir en commun et en quelque sorte à décider ensemble, dans leur communauté formée, de la manière d'accroître leur potentiel de vivre et d'agir. Et donc de faire de la croissance mesurée selon le sens pratique des valeurs marchandes.

Y a-t-il des limites à l'accroissement de cette puissance de vivre et d'agir, c'est peut-être une question à poser pour penser le « durable »

B- Développement durable ou décroissance ?

Si le « développement » constitue bien un espoir d'épanouissement pour l'humanité, pourquoi aurait-il besoin d'être requalifié pour devenir durable ?

Si le développement est quelque chose de qualitatif, de positif, pourquoi se poser le problème de sa durabilité ? Quelles sont les raisons qui feraient que le « développement » jusqu'alors n'était donc pas durable ?

C'est bien la croissance qui est en cause parce qu'elle épuise la planète, la pollue et la surchauffe. Mais comme en dépit d'un pieux discours, ce qu'on a mis sous le vocable de développement ne s'est en rien distingué de la croissance, il n'est pas durable et a besoin de corrections.

⁵ Cité d'après Alain Caillé, 2005, *Dé-penser l'économie – Contre le fatalisme*, La Découverte Mauss, Paris, p. 282.

Adjoindre ce qualificatif à un terme dévoyé par des dizaines d'années de pratiques insuffisamment responsables ne suffira pas à produire la transformation formidable qui est nécessaire pour nourrir **un espoir d'épanouissement de l'humanité**.

Si vraiment la croissance n'est pas le développement, arrêtons la croissance et commençons le développement ! C'est la logique pure du mouvement anti-croissance qui cependant refuse tout autant le développement qui en pratique n'est que croissance.

Quel futur l'humanité se veut-elle ?

Le mot durable est le terme qui est finalement ressorti du rapport Brundtland (1987) qui avait un intitulé bien plus prometteur : «Our common future », « Notre avenir commun »

Le succès général depuis cette date de l'appellation « développement durable » a fait disparaître un courant qui prônait l'« éco-développement » (Ignacy Sachs, 1972), s'efforçant par là de sauver la mise d'un développement alors à l'évidence centré sur la croissance. C'était à l'occasion des premières interrogations fortes sur les questions d'environnement dont s'est fait l'écho la conférence des Nations Unies de Stockholm sur l'environnement de 1972 (penser global, agir local) au moment de la naissance du club de Rome avec la publication du rapport « Limits to Growth » (Halte à la croissance en français) dit rapport Meadows.

a) Le développement apporté par la croissance ?

Le développement, celui qui est idéellement distingué de la croissance, ne devrait pouvoir en être fruit – le raisonnement de Perroux était l'inverse le « développement permettrait la croissance » - mais alors d'où vient-il ?

La vulgate prétend donc que c'est de la croissance merveilleuse que retomberaient en quelque sorte comme les confettis brillants d'une salve de feu d'artifice des miettes multicolores de développement.

Le caractère autoréflexif du binôme croissance - développement est à la fois nié et utilisé pour justifier sa permanence en proclamant son existence comme une paire de phénomènes indépendants.

1) Deux arguments en forme de questions fréquentes en faveur de la croissance comme source du « développement »⁶

Ces arguments sont en particulier adressés à ceux qui remettent en cause la croissance.

(i) Pouvoir voyager en avion d'un bout à l'autre de la planète, ou en automobile à quatre roues motrices en n'importe quel lieu, ou encore pouvoir suivre des études à l'université et vivre plus vieux en moyenne, tout cela n'est-ce pas du « développement », apporté par la croissance, même si on peut s'interroger sur sa durabilité ? Refuser la poursuite de la croissance n'est ce pas refuser ces bienfaits indiscutables qui sont constitutifs d'un « réel » bien être, d'un sentiment de développement ?

(ii) Refuser la croissance ou/et le développement, cela ne constitue-t-il pas une aberration au regard de la situation de nombreux pays du Tiers Monde qui ont un urgent besoin de croissance et de développement endogène ?

2) Sortir de l'enfermement méthodologique pour mettre en lumière la nature sous jacente des questions et permettre la recherche de réponses

i) Le mode de pensée et de pratique standard consiste à opposer, séparer : l'homme de la femme, le consommateur du travailleur, les pays dominants et les pays dominés (tout en niant la séparation).

L'existence simultanée de ces deux questions en est une illustration supplémentaire.

Le fait que ces deux questions s'opposent l'une à l'autre est un élément (qu'il faudra élaborer ensuite) de réponse à fournir.

Les formidables progrès de la technologie et la croissance passée ont laissé à l'écart plus des deux tiers des habitants de la planète qui ne « bénéficient » pas de ces retombées.

Faut-il poursuivre cette croissance pour amener encore plus de marchandises et de bienfaits à des privilégiés au sein des populations des pays riches ?

La croissance des pays riches semble bien un handicap pour les pays pauvres et la croissance des pays « émergents » une menace pour les pays riches :

Français, Européens, Brésiliens, ne produisez pas de poulets pour plumer l'Afrique !

Français, arrêtez d'importer du soja brésilien pour gaver vos vaches qui mangent du maïs au lieu de brouter de l'herbe !.

Européens, Américains, etc .. cessez de produire des T shirts et achetez les aux Chinois !...

La croissance poursuivie dans le passé et celle poursuivie dans le présent mettent en rivalité les pays et si les hiérarchies sont remises en cause, les plus pauvres sont toujours au moins aussi nombreux et la mortalité les touche en aussi grand nombre.

⁶ C'est la même chose avec la question récurrente sur les bienfaits de la mondialisation.

Accroître le bien être matériel des pays du Tiers Monde et en premier lieu éradiquer les 100 000 morts par jour des conséquences directes et indirectes d'une nourriture insuffisante, constitue une priorité qui devrait nous mobiliser ce qui signifie abandonner la focalisation présente sur la croissance.

ii) Le mode de fonctionnement des sociétés sur le paradigme standard en a fait des sociétés sous développées ; au sens strict comme le disait André Gunder Frank, le sous-développement s'est développé au cours de l'histoire.

C'est bien parce que les pays à PNB/tête aux prix de marché élevé sont sous développés qu'ils ont besoin, dans tous leurs gouvernements locaux au moins de se charger de leur développement.

La croissance n'apporte donc pas le développement mais le sous-développement.

Un certain nombre de « confettis » bien agréables au demeurant, issus de cette croissance peuvent être obtenus autrement, avec un autre type de fonctionnement de société et on pourrait même en avoir d'autres, en nous « développant mieux ».

Vivre plus vieux en bénéficiant de multiples bienfaits du type de ceux dont bénéficient des privilégiés peut s'obtenir **d'une autre façon** que celle qui a été employée.

Vivre mieux en accédant à la culture (universitaire ou autre) et vivre plus vieux tout en ayant une bonne qualité de vie, en se nourrissant sainement – avec d'autres produits agricoles que de ceux de l'agriculture productiviste chimique – dans un univers à pollution réduite, sans avoir besoin d'antidépresseurs pour résister à la vie « moderne » trépidante ; connaître un peu plus ses voisins immédiats (plutôt que leur préférer la Télé ou leur « parler » en SMS), sans abandonner l'idée de voyager en prenant son temps, au loin, sur les mers en bateau à voile, en dirigeable à travers les airs et sur terre en péniche sur les canaux ou en voiture à cheval ; tout cela, clairement, n'est pas inaccessible au plus grand nombre, et peut l'être en dehors des formes passées et actuelles prises par la croissance.

iii) Le paradigme standard nous enferme dans la volonté de puissance et dans les rapports de pouvoir qui se cristallisent dans ces phénomènes de croissance du PNB/tête aux prix de marché, indice habituel du niveau de développement.

Alors évidemment si le PNB croît plus vite que la population, il y a développement...

En rester à croire que « la croissance » est la solution à nos problèmes, est notre loi, mène d'autant plus sûrement à l'impasse que cela nous empêche de penser autrement.

C'est l'illusion : il y a du chômage, **poussons la production, cela fera des emplois**. Que va-t-on produire de plus? Peu importe. C'est que nous ne cherchons pas à savoir quels sont les besoins (de qui ?) que nous devons satisfaire et à savoir comment nous organiser pour que ceux qui en ont la compétence prennent en charge telle ou telle tâche à accomplir de sorte que nous créions les biens nécessaires et qu'ils soient mis à la disposition de ceux dont il vont satisfaire les besoins repérés. Nous préférons « laisser faire » ce qu'on appelle « les lois du marché ».

C'est l'illusion répétée à satiété, que ce qui compte ce n'est pas la répartition c'est la croissance : au niveau national, au niveau mondial. **Faisons croître le gâteau, il y en aura plus pour tout le monde**. Depuis des décennies ce discours est tenu : nous avons eu le temps d'apprécier son absence totale de pertinence.

b) La décroissance un outil pour atteindre des objectifs mobilisateurs ? Non une contrainte.

La décroissance ne concerne que ceux qui croissent et n'aura de résultats que si décroissent les plus croissants. Elle ne résout pas les problèmes de répartition inégalitaire. En revanche, pour donner plus à ceux qui n'ont pas assez, la croissance globale reste l'objectif qui plaît aux plus démunis, aussi.

Le Bhoutan affiche l'objectif du bonheur brut mais pour y aller il faut dépenser des fortunes (en avion et sur place).

En tout état de cause la croissance ne peut mobiliser vers l'objectif de préserver la planète de la pollution et de l'épuisement des ressources naturelles sauf pour ceux qui ont une foi inébranlable dans le progrès technique qui fera une fois de plus sauter ce qui semble un verrou. La foi dans l'imagination des chercheurs dans les bienfaits des OGM et autres découvertes permettront selon des Claude Allègre et autres d'échapper aux limites qui ne seraient qu'une illusion comme le fut l'illusion de Malthus. L'hydrogène pour les uns, l'énergie solaire pour d'autres...

Il faudrait que les révolutions techniques espérées ne tardent pas trop car le réchauffement planétaire, les amoncellements accumulés de déchets et de pollution ne pourront se poursuivre bien longtemps sans conséquences douloureuses fortes pour tous les pauvres, pour tous ceux qui ne peuvent trouver les moyens de se protéger. Ces révolutions techniques, envisagées dans le high tech sophistiqué⁷, apporteront certes des solutions (partielles) qui n'en seront que pour ceux qui peuvent se les offrir.

Les limites sont là, il n'y a pas de solution économiste par le haut qui soit compatible avec les idéaux du développement, même s'il s'agit de solutions avec une croissance qui peut être forte en valeur au prix du marché.

⁷ En revanche il y a certainement des choix de techniques, peu coûteuses, toute aussi efficaces pour apporter du confort et du bien être matériel, qui sont plus douces pour la nature et plus économe de ses ressources.

La décroissance n'est pas un choix, nous sommes déjà entrés dans l'ère de la décroissance.

Au niveau planétaire selon certains, les limites sont déjà dépassées et nous sommes en train de détruire de manière nette toutes les possibilités de croissance (Georgescu-Roegen). Il n'y aurait donc pas de choix : nous entrons au niveau global dans la décroissance⁸. Le gâteau se rétrécit et son partage est de plus en plus inégal au profit des plus puissants qui sauvegardent leurs privilèges.

Réunis en conférences internationales les gouvernements défendent leurs niveaux de vie et les pays riches, en tête des quels les Etats-Unis, de manière explicite, ont posé que leurs niveaux de vie ne sont pas négociables.

Le blocage est clair.

Ces pays riches demandent au Brésil de sauvegarder l'Amazonie, poumon de la planète, les Brésiliens la considèrent comme leur ressource bien utile pour rattraper un peu de retard de niveau de vie sur les pays riches et entendent en faire ce qu'ils veulent.

Sans démocratie planétaire pas de développement durable planétaire.

Il y a eu des guerres dites humanitaires, y en aurait il pour le pétrole ou pour sauvegarder telle ou telle ressource supposée patrimoine de l'humanité ? Guerre de l'eau ?

En fait la réduction de l'Amazonie, l'épuisement de nos ressources en eau etc, constituent une décroissance dont la mesure échappe au système du PNB mais dont la réalité est objective.

Par ailleurs, de la croissance, celle mesurée par les PNB des pays riches, est pour une grande partie la mesure de nos illusions. Le PNB est composé pour plus des deux tiers en moyenne mondiale de services, c'est-à-dire de biens immatériels dont l'évaluation est faite soit aux coûts des facteurs (salaires des fonctionnaires) soit aux prix de marché ; toutefois ces services, rendus ou par le coiffeur, le conférencier ou encore le conseil en entreprise, pour marchands qu'ils soient, sont évalués de manière « arbitraire » et leur prix plus élevé ou leur nombre plus important sont tenus pas nos systèmes d'évaluation comme une croissance, qui n'a aucun sens. De même la paire de « nike » ou autre production apparemment matérielle paie dans son prix que nous versons, non pas de la production matérielle, mais des services, de ceux habituels du commerce, du transport, et surtout de la publicité, du sponsoring, de la télé etc.. dans des proportions écrasantes que l'on retrouve dans tous les produits matériels qui ne respectent pas les circuits courts; l'élévation de ces prix liés à l'élargissement des circuits, à ce que l'argent fait de l'argent en faisant circuler tout n'importe comment, est tenu pour de la croissance, mais ce n'est qu'une illusion.

Qu'est ce que les peuples veulent défendre, veulent comme futur ? Pour quoi veulent-ils se mobiliser ?

Quels sont les Américains qui veulent poursuivre ou atteindre ce mode de vie du WASP de la classe supérieure au détriment des autres Américains et du reste de la planète ?

Les comportements individuels de restriction des abus d'usage de ressources en énergie, en eau, en pollution et en rejets non recyclables de toutes sortes ont un certain impact. Ce pourrait être non négligeable par exemple si un % significatif de la population motorisée décidait par exemple d'effectuer tout déplacement inférieur à 5 ou 10 kms à pied ou à vélo. On en est très loin. Des opérations spectaculaires de sensibilisation pourraient peut-être y parvenir. Des règlements l'imposer.

Pour le moment ce n'est pas le cas.

Comment y être incités, seulement pour sauver la planète ? Pour respecter les conditions d'une vie possible pour tous ?

C'est bien l'orientation de fait des sociétés par l'économie et vers la création de biens matériels qui est en cause.

Seule la réorientation d'ensemble des sociétés vers d'autres projets pourra les inciter à exercer le besoin de création et d'accroissement de la puissance de vivre et d'agir dans un sens qui remette en valeur la culture. Elle suscitera l'imagination pour réussir des avancées dans la manière d'organiser la répartition négociée des tâches et des productions de toute nature entre pays riches et pays où les conditions matérielles de vie sont précaires et dont l'amélioration est indispensable pour assurer le futur commun de l'humanité.

Rien de tout cela ne figure en général dans les discours sur le développement durable.

Aux niveaux locaux, les dits « agendas 21 » se préoccupent certes à juste titre des questions d'environnement mais en général peu, voire très peu, du futur culturel des citoyens concernés.

Il est à l'évidence urgent de réfléchir dans ce sens où nous avons commencé à le faire par exemple avec PEKEA à Bangkok.

⁸ Nicholas Georgescu-Roegen, 1979, Demain la décroissance, Favre, Lausanne.